



WASSIM NASR

« On nie l'aspect politique et la motivation réelle des jihadistes. »

Journaliste à France 24 et spécialiste des mouvements jihadistes, Wassim Nasr est l'auteur de *État Islamique : le fait accompli* (Plon, 2016). Il estime que le phénomène jihadiste doit être analysé de manière rationnelle, en évacuant aussi bien les tabous que les amalgames.

Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber | photo : Lucas Hueber

Votre livre, *État islamique : le fait accompli* est sorti en 2016. Depuis, l'EI est considéré comme défait militairement en Irak et en Syrie. Est-ce que cela à changé les constats dressés dans votre livre ?

Le livre était un résumé de cinq ans de suivi sur l'EI. C'est une photo à l'instant T. J'ai dressé des constats dans le livre qui ont été confirmés par les confrères qui se sont rendus ensuite sur le terrain. Je pense, par exemple, au fait qu'il n'y a pas eu de soulèvement populaire dans les villes tenues par l'EI, et ce malgré l'offensive militaire américaine. Cela prouvait l'assise populaire du mouvement, et ce constat n'avait pas plu à certains à l'époque.

Pour résumer, malgré les évolutions sur le terrain, aucune de mes informations n'a été contestée, tout simplement parce que mes informations étaient de première main. Ce sont les premiers concernés qui m'avaient accordé des interviews. En plus de mes propres vues sur la question. C'est ce qui fait qu'*in fine* ce livre est intemporel.

S'il est défait sur le terrain, en Irak et en Syrie, l'EI- qui a démarré en tant que groupuscule insurrectionnel sunnite dans le

désert d'Anbar en 2006 - est devenu une marque mondiale. Ses militants sont aujourd'hui présents dans le Caucase, au Yémen, en Libye, en Afrique Noire dans le Sinaï, en Afghanistan... Pour l'anecdote, le plus grand nombre de soldats américains tués dans la confrontation avec l'EI, c'est en Afghanistan, pas en Syrie ou en Irak. L'effort de guerre y est considérable, même si la couverture médiatique est différente.

En conclusion de votre livre, vous mettez à mal une idée reçue selon laquelle l'EI ne serait pas un projet religieux. Pourquoi est-ce faux selon vous ?

Le jihadisme est, en soi, un projet religieux, on ne peut pas le nier. Le nier, c'est être aveugle et ne pas avoir fait un suivi sur les tenants et aboutissants du jihadisme. C'est un dogme qui se construit depuis au moins un demi-siècle. Bien sûr qu'il est religieux. Les jihadistes se battent au nom d'Allah, on ne peut pas leur retirer ça.

Est-ce que pour autant tous les musulmans sont responsables ? Non, c'est évident. Mais on ne peut pas dire que cela n'a rien à voir avec l'islam. Est-ce que tous les chré-

Wassim Nasr - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

tiens sont responsables de ce que les croisés ont fait pendant le siège de Constantinople ? Bien sûr que non. Il ne faut pas craindre de nommer les choses. C'est en ne nommant pas que l'on stigmatise. Ils se battent au nom d'Allah. Est-ce que c'est la bonne interprétation de l'Islam ? Je ne sais pas, je ne suis pas théologien, ce n'est pas mon domaine.

On dit parfois que les jihadistes ne connaissent pas bien l'islam, et alors ? Est-ce que tous les marxistes morts les armes à la main connaissaient Karl Marx par cœur ? Non ! On peut être transcédé par une idée sans pour autant comprendre et connaître les tenants et les aboutissants de cette idée. On peut même mal la comprendre et s'engager. Il y avait beaucoup d'illettrés parmi les combattants communistes, pour autant leur engagement était foncièrement communiste et politique.

Pourquoi a-t-on du mal à expliquer cela en France ?

Premièrement, on a toujours peur de stigmatiser, ce qui est une grave erreur. C'est en demandant aux musulmans tous les quatre matins de s'excuser que l'on stigmatise. Pourquoi devraient-ils s'excuser ? D'un autre côté la France est un pays foncièrement laïque qui ne comprend pas la dimension religieuse à sa juste valeur alors que, si l'on regarde de manière plus large, on se rend compte que le monde est régi par la religion. Le président américain jure sur la Bible. On a des photos de Trump en train de faire des prières dans le bureau ovale. Les avions russes qui frappent en Syrie sont bénis par le patriarche Kirill avant de décoller. Certains bouddhistes massacrent d'autres musulmans au nom de la religion. La religion est donc très présente. Mais on

a une élite politique française qui ne veut pas l'admettre parce que cela remet en question les fondements du système français. L'élite française ne veut pas accepter que des Français rejettent ce modèle et y préfèrent un modèle considéré comme barbare et rétrograde.

Toujours à la fin de votre livre vous dites que l'analyse rationnelle – que vous qualifiez par ailleurs de « souvent absente » - ne suffit plus et qu'il faut penser « avec ses tripes ». Comment faut-il comprendre cela ?

On ne peut pas comprendre la motivation des jihadistes de manière rationnelle ou cartésienne. Il faut prendre en considération l'aspect religieux et passionnel, ce n'est pas un engagement que l'on peut considérer comme ce que nous considérons comme rationnel. Le jihadiste se bat pour l'au-delà.

Un exemple : lors du 13 novembre, tout le monde a dit que les terroristes étaient drogués, parce que des confrères avaient révélé qu'on avait trouvé des seringues en plastique dans des chambres d'hôtel où ils avaient séjourné. Sauf que ces seringues avaient simplement servi à fabriquer les gilets explosifs. Mais tout le monde en a malgré tout conclu qu'ils n'avaient pas toutes leurs capacités mentales, ce qui permettait d'expliquer leur passage à l'acte.

On nie l'aspect politique et la motivation réelle de ces gens. On dit qu'ils sont fous, paumés et drogués alors que non, pas du tout. Pour aller en Syrie, s'entraîner, se battre, revenir avec les réfugiés, galérer pendant plusieurs mois, s'armer, planifier en Belgique, revenir et aller jusqu'au bout – à l'exception de Salah Abdeslam pour des raisons qu'on ignore encore – il faut être

Wassim Nasr - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

plus que ça. C'est ça qu'il faut essayer de comprendre pour trouver les bonnes réponses.

Toutes les réponses données jusqu'à maintenant sont basées sur le registre des sectes, des fous et des drogués. Cela ne mène à rien. Pour trouver les bonnes réponses, il faut faire le bon diagnostic. Et pour ça, il faut ouvrir les yeux sur la réalité de ce que c'est.

Le jihadisme, c'est 50 ans de construction idéologique, politique et religieuse, pas des paumés de banlieues ou d'un village perdu en France qui ont décidé, du jour au lendemain, d'aller se faire exploser en Irak parce qu'ils adoraient jouer à Call Of Duty.

Il y a un vrai cheminement intellectuel, une culture jihadiste, une littérature jihadiste. Cela a été étudié et largement documenté. Mais ça secoue la société dans ses idées reçues et dans la facilité avec laquelle elle considère ces phénomènes comme étrangers à la société, qui ne serait donc pas responsable. Ce serait une maladie à laquelle il suffirait donc de trouver un remède médical.

La fameuse déradicalisation ?

Oui. Et dix ans après : rebelote. La première expérience jihadiste française remonte aux années 90 avec le GIA. Il est nécessaire de comprendre cela.

Vous a-t-on déjà reproché de vous entretenir directement avec des jihadistes ?

Oui, mais je m'en fiche complètement ! Si l'on veut travailler sur les mafias, il faut parler avec des mafieux. C'est en échangeant avec les premiers concernés que j'ai com-

pris le sujet, pas en lisant des livres.

J'ai appris à traiter ce sujet avec beaucoup d'humilité parce qu'au fur et à mesure, j'apprenais plein de choses. Moi aussi, j'avais mes préjugés, mes idées reçues. Puis quand on a une discussion de trois heures avec un responsable d'Al-Qaïda sur des sujets philosophiques, on se dit « *bon, on n'est pas d'accord, mais on discute* ». On comprend que c'est beaucoup plus compliqué et profond, et qu'ils ne sont pas de simples ratés mais des gens réellement engagés.

Bien sûr que l'on trouve des ratés dans le lot. Il y a de tout, comme dans tous les mouvements politiques. Il y a celui qui est prêt à se faire sauter en pleine rue et ce-

lui qui réfléchit, qui écrit la doctrine et le dogme. Il faut de tout et, dans l'histoire des mouvements politiques humains, ce n'est pas nouveau.

Et ça ne veut pas dire que l'on excuse.

Vous n'allez pas me ressortir l'histoire de Manuel Valls

quand même ? [rires] Je suis journaliste, je ne porte pas de jugement de valeurs. Mais pour trouver les bonnes solutions il faut faire les bons diagnostics, et pour cela, il faut étudier la chose.

Si, en 2012, au moment de Merah la dimension politique et religieuse avait été prise en compte, peut-être que l'on aurait été mieux outillés pour la suite, pour avoir une société plus résiliente. Les fondements de la société française ont été secoués alors que l'on avait tout pour bien comprendre et préparer le public à de telles éventualités. Pour la personne qui regarde froidement, malgré le nombre élevé de

« Le jihadisme, c'est 50 ans de construction idéologique, politique et religieuse. »

Wassim Nasr - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

victimes, on n'est pas en Afghanistan, cela reste des attaques de faible intensité tout à fait gérables.

Mais la classe politique a paniqué. On peut comprendre que la population n'accepte pas, mais il faut des hommes politiques aptes à gérer ce genre de crises. À ce niveau, il y a eu des vraies lacunes et des vrais manquements depuis 2012, car on ne s'y est pas préparé à temps. Dire de Merah qu'il était un loup solitaire – à force de loups solitaires, cela fait une sacrée meute tout de même – c'était ne pas se pencher sur la question et ne pas se préparer. On a dit « *circulez, il n'y a rien à voir* », alors que c'était très important.

Je pense que cela aurait pu changer la donne en 2015/2016 et nous éviter pas mal de problèmes.

On a changé d'attitude depuis ?

Beaucoup refusent de voir pour ne pas admettre leur part de responsabilité. D'autres refusent parce que ça les sort de leur zone de confort, peu importe leur bord politique. Là, je parle des politiques, des commentateurs, entre autres, mais les opérationnels, ceux qui ont les mains dans le cambouis ont très bien compris ce que c'était et ils travaillent dessus. Les militaires, les forces d'intervention, les associations de victimes, c'est eux qui, aujourd'hui, sont en quête de réponses, et ce plus que d'autres. Ils en ont marre qu'on leur raconte n'importe quoi et veulent comprendre. Ça a fait bouger les lignes, d'ailleurs. Le gouvernement ne parle plus de déradicalisation, mais de désengagement de la violence. Ce qui est faisable, contrairement à une hypothétique déradicalisation qui pousserait un jihadiste

à redevenir un patriote chantant La Marseillaise la main sur le cœur. On est quelques-uns à crier sur les toits depuis quand même 6 ou 7 ans maintenant, à dire attention. Tout ce que je vous dis aujourd'hui, et ce que vous diront Yves Trotignon, Romain Caillet ou David Thomson était complètement inaudible il y a deux ans. Avant le 13 novembre, j'ai interviewé un de mes plus anciens contacts de l'EI qui était à Amsterdam. Et il est venu avec les réfugiés. Je ne pouvais pas le citer directement, mais j'avais dit « *attention, ils peuvent passer avec les réfugiés* ». Quand on disait ça, on passait pour des nazis, alors

que je savais très bien de quoi je parlais.

La société est désormais beaucoup plus ouverte à une explication moins passionnelle, et ce travail qu'on fait est indispensable. Donner une explication rationnelle, c'est mettre un terme au complotisme, aux amalga-

« Donner une explication rationnelle, c'est mettre un terme au complotisme, aux amalgames, à la stigmatisation. »

mes, à la stigmatisation. Quand je dis « *oui, ce sont des musulmans, mais les musulmans ne sont pas pour autant responsables* » ou « *oui, ils peuvent passer avec les réfugiés, mais les réfugiés ne sont pas pour autant des terroristes* », je dis simplement ce qu'est la vérité aujourd'hui.

Il faut arrêter d'infantiliser les gens. Il faut leur faire confiance, à eux et à leurs capacités de jugement, et faire le travail journalistique de manière objective – on ne fait pas des éditos. Si on ne fait pas confiance aux gens, ils vont aller s'informer ailleurs. Il faut revenir aux fondamentaux. L'opinion publique est plus apte à comprendre, mais les politiques l'infantilisent tellement qu'ils n'osent pas imaginer que dire la vérité pourrait marcher, et cela nous revient en

Wassim Nasr - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

boomerang, parce que la société est bombardée d'information aujourd'hui.

Un homme politique qui dirait la vérité aux Français n'en payerait-il pas le prix politiquement ?

On a des hommes politiques, mais pas d'hommes d'État, jusqu'à preuve du contraire. Quand on est tout le temps dans le calcul, on ne pense pas sur le long terme. Penser sur le long terme, c'est penser à la France et à ses intérêts. Prenons l'exemple des jihadistes arrêtés en Irak et en Syrie. Tout le monde dit qu'on devrait les laisser là-bas, pour qu'ils soient jugés sur place. Sur le long terme, c'est une catastrophe. Ils sont détenus par les Irakiens, les Kurdes, les rebelles syriens... Pour eux, c'est une monnaie d'échange avec l'État français. Si les Kurdes de Syrie reviennent vers Assad et lui livrent leurs prisonniers, alors on sera forcés de rétablir nos relations diplomatiques avec Assad ! Les Irakiens peuvent aussi lâcher des jihadistes, comme Peter Chérif (proche des frères Kouachi) qui s'est enfui de prison en 2007, alors qu'il était condamné à 15 ans, et qui est maintenant chez Al Qaïda au Yémen... On ne pense pas aux intérêts de la France. Par ailleurs, cela revient à reconnaître l'existence d'une autorité kurde en Syrie en nous mettant ainsi en porte-à-faux avec à peu près tout le monde dans la région.

L'intérêt de l'État, c'est de les avoir sous la main, pas éparpillés et incontrôlables à travers les quatre coins du monde ! La logique serait de faire des pieds et des mains pour les récupérer au plus vite. Mais le débat est très passionnel, et les gens n'arrivent pas à voir plus loin que le bout de leur nez et à arrêter de penser à leurs propres intérêts. Mais c'est le rôle des politiques de dépassionner le débat. ■



État Islamique, le fait accompli - Wassim Nasr - Plon (2016)